

Palestiniens et Israélien doivent saisir l'opportunité de la paix, insiste Pascoe

23 novembre 2010 – « Nous sommes au milieu d'une période délicate, qui déterminera si une reprise des pourparlers de paix israélo-palestiniens est possible. L'impasse diplomatique depuis la fin du moratoire sur la colonisation est inquiétante et nous pensons qu'un retour aux discussions est crucial », a déclaré mardi le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires politiques, B. Lynn Pascoe, lors de la réunion mensuelle du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen orient.

Evoquant la reprise de la colonisation israélienne depuis la fin du moratoire, le 26 septembre, il a rappelé que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait fait part de sa préoccupation sur ce sujet au Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, lors de leur rencontre à New York le 8 novembre.

« Nous appelons Israël à respecter ses obligations contenues dans la feuille de route, à geler la colonisation et à ne pas mettre en œuvre des projets de constructions supplémentaires », a réitéré B. Lynn Pascoe, avant de rappeler que le Quatuor sur le Moyen-Orient (ONU, Union européenne, Etats-Unis et Russie) avait également redit que « l'annexion de Jérusalem-Est relevait des questions de statut final qui devaient être résolues par la négociation ».

S'agissant de la situation en Cisjordanie, B. Lynn Pascoe a dénoncé les violences perpétrées par des colons israéliens à l'encontre de Palestiniens, à l'occasion de la saison de la récolte des olives. « Des attaques de colons israéliens -incendies criminels, vandalisme, vols de matériel agricole- ont été enregistrées quasiment quotidiennement et dans des proportions plus grandes que lors des deux précédentes saisons de récoltes », a-t-il indiqué, soulignant aussi que la construction du mur de séparation se poursuivait en déviant du tracé de la Ligne verte qui sert de frontière entre Israël et la Cisjordanie « en violation de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de justice (CIJ) ».

« Le nombre d'obstacles à la libre circulation des Palestiniens en Cisjordanie est resté à son niveau moyen, avec 508 points de contrôles ces derniers mois », a-t-il poursuivi, estimant qu'il était « important que les organisations internationales et leurs employés aient un plus grand accès à la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est et la bande de Gaza, pour mettre en œuvre efficacement les projets d'assistance ».

Concernant la situation à Gaza, B. Lynn Pascoe a noté « une escalade inquiétante » de la violence ces dernières semaines, avec 41 tirs de mortiers et quatre tirs de roquette au phosphore à partir de la bande de Gaza vers Israël, et une dizaine de frappes aériennes et trois incursions terrestres israéliennes, qui se sont soldées par la mort de quatre Palestiniens. « Sans nier le droit d'Israël à la légitime défense et à un usage proportionné de la force, nous réitérons notre opposition constante aux exécutions extrajudiciaires », a-t-il insisté, avant de condamner aussi « les tirs de roquettes qui mettent en danger des civils sans distinction ».

Devant les membres du Conseil de sécurité, il s'est aussi inquiété de la situation humanitaire dans la bande de Gaza. S'il a salué l'augmentation du nombre de camions de marchandises autorisés à entrer dans le territoire palestinien sous blocus israélien, « 1026 en novembre, contre 940 en octobre et 566 en juin », il a toutefois rappelé qu'en juin 2007, 2.800 camions entraient chaque semaine dans le territoire palestinien.

« La priorité de l'ONU reste la reconstruction d'une économie viable pour Gaza, cela prendra du temps, mais il existe une variété d'étapes importantes pour lancer ce processus », a-t-il poursuivi, citant notamment « la reprise des exportations, la libre circulation des gens dans et en dehors du territoire, le retour de l'Autorité palestinienne, ainsi que l'accès aux terres agricoles le long de la frontières et aux zones de pêche jusqu'à présent interdit ».

Rappelant enfin que le militaire israélien Gilad Shalit enlevé en juin 2006 était toujours retenu en captivité, dans la clandestinité, B. Lynn Pascoe a réitéré l'appel de l'ONU « à sa libération immédiate ». « Un accès humanitaire devrait être assuré sans condition », a-t-il ajouté.

Pour conclure son intervention, il a estimé que la communauté internationale « devait travailler pour relancer le dialogue direct entre les deux parties et soutenir la mise en place sur le terrain d'une atmosphère propice à des progrès rapides et concrets dans ces discussions, incluant le gel de la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens ».

« Le Premier ministre Netanyahu et le Président Abbas doivent être visionnaires, faire preuve de leadership, aller au-delà des contraintes intérieures et saisir l'opportunité garantir une paix historique et durable », a-t-il insisté, rappelant que l'ONU et le Secrétaire général, Ban Ki-moon, « restaient engagés à travailler avec les parties pour mettre un terme à la l'occupation entamée en 1967 et établir un Etat palestinien, vivant aux côtés d'Israël, dans la paix et la stabilité ».